

X SURSAUT

Assemblée générale du 15 septembre 2011

ANTIMYTHES : TRAVAILLER PLUS POUR PRODUIRE PLUS

J'ai créé le groupe X Sursaut en 2005, en m'inspirant du diagnostic et des propositions contenus dans le petit livre vert de Michel Camdessus, intitulé "le sursaut".

X Sursaut se voulait le lointain successeur du groupe "X Crise", qui avait beaucoup fait parler de lui entre les deux guerres, avant de sombrer à l'orée de la deuxième guerre mondiale.

De nombreux camarades de tous âges et de tous pays ont rapidement rejoint X Sursaut, manifestant un réel intérêt souvent doublé, chez les plus jeunes, d'une réelle inquiétude. L'agrément de l'AX ne s'était toutefois pas fait sans quelques réticences : Ne s'agit-il pas d'une incursion inappropriée dans le domaine de la politique, interdit par les statuts de l'AX ? N'y a-t-il pas quelque arrogance de la part de la communauté polytechnicienne de vouloir s'ériger en conseil de la collectivité ? Et qu'a-t-elle d'original à avancer dans un débat où tout a déjà été dit ?

L'appui de quelques grands anciens, dont notamment Claude Bebear, Jean Peyrelevalde et Gérard Worms, réussit cependant à vaincre les réticences.

Composée d'ingénieurs, de fonctionnaires, de chefs d'entreprise, d'enseignants, de chercheurs, installés tant en France qu'à l'étranger, la communauté polytechnicienne représente une large palette de ce qu'il est convenu d'appeler les forces vives de la Nation. N'aurait-elle pas son mot à dire à ses concitoyens dans ce qui touche la chose publique, sans pour autant tomber dans les travers stériles de la politique politicienne ?

Au surplus, ayant bénéficié d'une formation longue et coûteuse aux frais de l'Etat, n'aurait-elle pas des devoirs envers ceux qui lui ont permis d'accéder aux postes enviés qu'elle occupe ?

Le groupe a tenu de nombreuses réunions de 2005 à 2007, et a procédé à diverses publications, notamment dans la Jaune et la Rouge, revue des anciens X.

Il a tenu en décembre 2007 une journée d'études sur le thème du "sursaut sans tabou", avec une succession de courts débats opposant un " utopiste " et un " réaliste " sur divers sujets d'actualité comme les finances publiques, l'enseignement supérieur, l'emploi ou le logement. Cette journée a eu beaucoup de succès tant auprès des anciens X que de personnalités extérieures.

Suite au passage de témoin du président- fondateur à un nouveau président, son activité s'est ensuite fortement ralentie, bien que les raisons ayant conduit à la création du groupe n'aient pas disparu, bien au contraire.

Renommé président du groupe pour une durée de 2 ans, je m'efforcerai, avec votre aide, de faire en sorte que le groupe X Sursaut contribue efficacement à la prise de conscience des Français sur l'ardente obligation de redresser, toutes affaires cessantes, les finances publiques et le commerce extérieur.

Nous passerons en revue les nombreux mythes qui aveuglent la perception de la réalité et empêchent d'envisager ou de mettre en œuvre les solutions qui s'imposent, considérées comme impensables ou impossibles par la frileuse pensée dominante, obnubilée par un « principe de précaution » rétrograde et des « droits acquis » irréversibles.

Si la France ne veut pas suivre le chemin de l'Irlande, de la Grèce, de l'Espagne ou de l'Italie, elle doit se reprendre, se retrousser les manches, réformer sans tabou ses structures périmées et avoir ce sursaut préconisé par Michel Camdessus dès 2004.

Il est encore temps, mais il ne faut pas tarder. L'Allemagne a fait dès 2003 les réformes qui s'imposaient et son économie s'en ressent. La Grande Bretagne vient de les faire. L'Italie les annonce.

La France vit dans le déni, avec des réformettes qui ne règlent rien et que beaucoup considèrent pourtant comme excessives.

Mais les fourmis allemandes ne paieront peut-être pas indéfiniment pour les cigales du "Club Med" et les équipes du FMI ne sont pas tendres avec ceux qui sont en défaut de paiement.

Le temps n'est plus au débat entre doux utopistes et réalistes aux pieds sur terre. Le réaliste est l'iconoclaste, pour lequel il n'y a aucun tabou et qui, du passé, fait table rase.

Le temps est venu de s'attaquer sans faiblir aux nombreux mythes qui sclérosent l'économie nationale en vue de créer un nouveau paradigme remplaçant les mythes éculés. Il y a du pain sur la planche ! Mais suivons l'exemple de Guillaume d'Orange qui a dit qu'il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer.

Encore faut-il ne pas se tromper de diagnostic et de remède. L'enfer est en effet pavé de bonnes intentions. Pour paraphraser le Général de Gaulle parlant de l'Europe, il ne suffit pas de sautiller comme un cabri en disant : " croissance, emploi, pouvoir d'achat", pour régler les problèmes de la France.

L'exemple de la chute de l'avion Rio Paris montre qu'une méconnaissance des règles de base peut entraîner une catastrophe. Quoi de plus logique en effet, lorsque l'avion tombe, de redresser le manche ? Malheureusement, les pilotes chevronnés le savent, c'est l'inverse qu'il aurait fallu faire.

Il en est de même en matière économique. Des effets pervers peuvent donner à des mesures bien intentionnées des conséquences opposées à ce qui était prévu.

Pris au hasard parmi une multitude, deux exemples typiques illustreront mon propos, l'un en matière de logement, l'autre en matière d'emploi.

Le logement des Français constitue, à juste titre, un objectif primordial des Pouvoirs Publics. Une multitude de textes législatifs et règlementaires et d'organismes publics ou para- publics y veille.

Chaque gouvernement y ajoute son grain de sel. La facture augmente sans cesse, mais la crise du logement perdure. Trop peu d'investisseurs placent leur argent dans la pierre, malgré les nombreux avantages fiscaux y afférents. Pourquoi cette situation spécifique à la France ? La réponse remonte à la guerre de 14, à l'issue de laquelle les anciens combattants et victimes de la guerre ont dû, à juste titre, être protégés contre les exigences des propriétaires. Depuis lors, droite et gauche ont poursuivi sans relâche cette politique de protection des locataires, sans s'apercevoir qu'elle décourageait, par ses excès, les meilleures volontés des investisseurs tant privés qu'institutionnels et qu'elle obligeait, en contrepartie, à multiplier les incitations fiscales coûteuses.

Personne ne se demande pourquoi la politique du logement coûte aussi cher et donne aussi peu de résultat. Il suffit de la comparer à une automobile qu'on essaye de faire avancer en appuyant à la fois sur le frein et sur l'accélérateur.

Notre deuxième exemple d'effet pervers a trait à la politique d'emploi des personnes âgées. Dans le but, fort louable, de dissuader les entreprises de se débarrasser de leurs vieux salariés, une "contribution" pouvant atteindre 12 mois de salaire, avait été instituée en 1987. Votée par le Parlement à l'unanimité, toutes tendances confondues, la contribution "Delalande", du nom de son instigateur, député UMP, frappait toutes les entreprises licenciant un salarié de plus de 50 ans.

Le résultat ne s'est pas fait attendre : les entreprises ont licencié par anticipation beaucoup de salariés proches de la cinquantaine. Elles ont au surplus fortement réduit les embauches de salariés à partir de 45 ans, afin d'éviter le risque d'avoir à payer cette pénalité quelques années plus tard si le salarié ne faisait plus l'affaire.

Il a fallu près de 20 ans avant que les effets néfastes de cette contribution soient enfin reconnus, ouvrant la voie à sa suppression définitive en 2008.

Il est donc indispensable de connaître les lois de l'économie si l'on veut gouverner efficacement un pays. Il faut au surplus établir un diagnostic rigoureux avant de définir les remèdes. La définition des objectifs poursuivis doit précéder le choix des moyens les plus adaptés pour les atteindre. Une "étude d'impact" et éventuellement des tests peuvent enfin être utiles, avant l'application en vraie grandeur.

Sully répétait que labourage et pâturage étaient les deux mamelles de la France. S'il revenait aujourd'hui, ne dirait-il pas, lui qui a redressé les finances de Henri IV fort mal en point, que déficit extérieur et déficit public sont les deux plaies de la France. Contrairement à une opinion répandue, ces deux problèmes sont largement

indépendants et doivent être traités l'un et l'autre avec détermination et en priorité sur tous les autres : quand la maison brûle, on éteint l'incendie toute affaires cessantes, sans se demander comment on va la repeindre.

Le déficit du commerce extérieur, 75 G€ prévus en 2011, jamais équilibré depuis 10 ans, est un des deux problèmes. La France souffre d'un déficit de compétitivité et vit depuis des années au dessus de ses moyens, important beaucoup plus que ce qu'elle exporte, contrairement à l'Allemagne qui vit pourtant avec le même euro que nous et qui a davantage d'importations énergétiques car elle a une proportion d'électricité nucléaire nationale beaucoup plus faible.

Le déficit public, 100 G€ prévus en 2011, curieusement exprimé en % du PIB (6 %), pour faire moins peur qu'en % des recettes (47 % !), comme le ferait n'importe quel emprunteur, est l'autre problème. Curieusement, il occulte l'autre déficit aux yeux de l'opinion alors qu'il est d'une autre nature : alors que le déficit extérieur traduit un déséquilibre commercial, qui est compensé par des entrées de capitaux de l'extérieur, le déficit public traduit un déséquilibre budgétaire structurel des administrations publiques financé depuis trente ans par un accroissement incontrôlé de la dette publique qui dépasse aujourd'hui 1.700 G€, soit plus de 85 % du HB.

Chacun des deux déficits a sa propre dynamique. L'un peut exister sans l'autre. On peut concevoir un pays qui vit en autarcie mais dont les finances publiques sont mal gérées. Inversement, un pays peut accuser un fort déficit commercial sans que ses finances publiques soient pour autant déséquilibrées. Dans le cas de la France, les deux déficits sont toutefois reliés par le fait qu'une grande partie de la dette publique est détenue par des non-résidents, avec tous les risques que cela implique si les agences de notation s'inquiètent.¹

Cette situation est analogue à celle des Etats-Unis, dont une grande partie de la dette est détenue par les fourmis chinoises. Ils ont toutefois la chance qu'elle soit libellée dans leur propre monnaie, dont ils se soucient peu (benign neglect). Elle contraste par exemple avec celle du Japon, dont la gigantesque dette publique est détenue majoritairement par les résidents.

Aucun agent économique, qu'il s'agisse d'un ménage, d'une entreprise ou d'un Etat, ne peut vivre longtemps aux crochets de tiers, sans risquer de perdre son indépendance, voire son existence. Cette situation est insupportable et immorale.

Insupportable, car elle nous met à la merci de prêteurs internationaux qui ne nous feront pas de cadeaux lorsqu'ils auront le moindre doute sur notre capacité à les rembourser. Il faut tout faire pour que les rumeurs récentes sur la perte possible du AAA de la France, « Trésor national » selon Alain Minc, succédant à la dégradation bien réelle des Etats-Unis par S&P, ne soient qu'une fausse alerte d'un goût douteux.

Immorale, car elle conduit la génération aux commandes à faire financer sa consommation par les générations futures, qui n'ont pas leur mot à dire mais naissent avec un énorme endettement à assumer nolens volens. On pourrait concevoir à la rigueur que les investissements d'avenir, ceux- là même qui profiteront à nos enfants, soient financés par l'emprunt, mais cet emprunt, justifié, devrait se substituer et non s'ajouter aux emprunts destinés à couvrir nos dépenses courantes de santé ou de restauration par exemple.

Réduire les deux déficits devrait donc être une ardente obligation. Ce diagnostic n'est hélas pas partagé par beaucoup de politiques de la majorité comme de l'opposition, qui se comportent comme des illusionnistes et vivent dans le déni, de peur de déplaire à leurs électeurs qu'ils considèrent comme des mineurs, voire des minus. Il n'est pas non plus mis en exergue par la plupart des médias. Les mesures annoncées par le gouvernement, comme celles proposées par les oppositions, ne montrent d'ailleurs pas une compréhension du problème.

Les mesures de septembre 2011 montrent qu'on continue à agir principalement par augmentation des impôts, avec un catalogue de mesures à la Prévert, allant du Coca-Cola aux chambres de luxe et aux chambres de bonne, au lieu de se concentrer sur l'augmentation de la production intérieure et la diminution des dépenses publiques. On ne regarde pas les bons écrans sur le tableau de bord. On se croirait dans le Rio-Paris à l'approche du cunimb fatidique.

Nous sommes en plein contresens.

Il existe pourtant une identité comptable que le Français moyen pourrait comprendre aisément, mais que les hommes politiques feignent d'ignorer ou, pire, prétendent outrepasser, en s'appuyant sur une fausse interprétation du multiplicateur de Keynes, qui profite en l'occurrence plus aux ouvriers chinois qu'aux français :

¹ Une étude récente du FMI montre toutefois une certaine corrélation entre réduction du déficit public et amélioration de la balance des paiements (Abdul de Guia Abiad 2011).

Production + importations = consommation + exportations + investissements + variations de stocks

Depuis des années, après avoir été longtemps l'homme malade de l'Europe, l'Allemagne a pris le taureau par les cornes en privilégiant l'investissement et les exportations au détriment provisoire de la consommation. Pendant ce temps, la France a privilégié la consommation, ce qui a entraîné année après année une hausse mécanique des importations, compte tenu de leur forte élasticité, d'où un endettement extérieur croissant.

Si la prison pour dettes existait encore, nombre de nos dirigeants depuis 1980 y auraient droit, eux qui savent « qu'un crédit vous engage et doit être remboursé », puisqu'ils viennent d'inscrire cette évidence dans la loi sur le crédit aux particuliers. A défaut de prison pour dettes, n'auraient-ils pas droit à la *prison pour médiocrité* ?² Mais les 30.000 places nouvelles qui viennent d'être annoncées par le Président y suffiront-elles ?

Les travaux ultérieurs du groupe développeront ces points en détail et avec rigueur, en mettant un coup de projecteur sur les 10 thèmes ci-après :

Commerce extérieur et compétitivité, dépenses publiques, emploi, énergie, enseignement supérieur et recherche, fiscalité, logement, retraites et temps de travail, santé et sécurité sociale, transports.

Sur chacun de ces sujets, on examinera les conséquences à court et à long terme de différentes politiques possibles, tant au niveau des finances publiques que du solde extérieur, dont l'hémorragie doit être jugulée par tous les moyens, sans tabou et sans attendre.

Les actions ayant pour effet d'améliorer les finances publiques sans dégrader le solde extérieur ou inversement seront privilégiées. Inversement, les actions dégradant l'un sans améliorer l'autre ne sauraient se justifier.

De ce point de vue, on se demandera si le maintien de mesures phares comme l'aide à l'emploi à domicile ou la TVA à 5,5% sur la restauration, qui obèrent gravement les finances publiques sans aucun effet notable sur le commerce extérieur ne constituent pas des contresens graves et inexcusables.

D'une manière générale, on montrera que, dans la conjoncture actuelle, toute mesure tendant à accroître la consommation sans accroissement préalable de la production est sujette à caution car elle risque d'entraîner une dégradation automatique du déficit extérieur, compte tenu de la faible compétitivité de la production nationale par rapport aux importations.

On montrera de même que toute mesure tendant à améliorer le déficit public par augmentation des impôts, même camouflée sous le terme barbare de "raboitage des niches"³, est sujette à caution car elle risque d'avoir un effet néfaste sur la compétitivité de l'entreprise "France" et donc sur notre solde extérieur.

Bien que partant d'une bonne intention, la demande de grands patrons tendant à obtenir une augmentation de leurs impôts est à la fois dérisoire et contre-productive. Dérisoire car elle ne rapportera qu'une goutte d'eau ; contre-productive car elle laisse croire que tout se ramène à faire payer les riches un peu plus.⁴

Ce dont la France a besoin c'est de se retrousser les manches, travailler plus pour produire plus. Pour éviter le tsunami qui menace, il nous faut une véritable rupture, un traitement chirurgical, un big bang et non des mesurette homéopathiques toujours en retard sur les événements. La France a le triste privilège d'être l'un des pays où on travaille le moins d'heures par an et le moins d'années par personne. Ceux qui se vantent que la productivité française est une des meilleures disent vrai mais oublient de préciser que cela résulte simplement de ce que l'on travaille moins que les autres. Ce qui compte est la production globale et non la production par heure.

Point de salut pour ceux qui croient ou laissent croire qu'on peut travailler moins pour gagner plus ou s'en sortir simplement en faisant payer les riches.

Travailler plus pour produire plus, tel doit être notre leitmotiv.

Hubert Lévy-Lambert

² Montherlant, la Reine Morte, 1942

³ La suppression des niches inefficaces, fort nombreuses et coûteuses selon le dernier rapport de l'IGF, est évidemment une œuvre de salut public. Mais elle doit se faire à prélèvement constant et s'accompagner d'une diminution du taux normal de l'impôt.

⁴ En fait, l'AFEP proposait aussi et surtout une baisse des dépenses publiques. Mais les media n'ont retenu que ce qui leur paraissait susceptible de galvaniser leur lectorat...